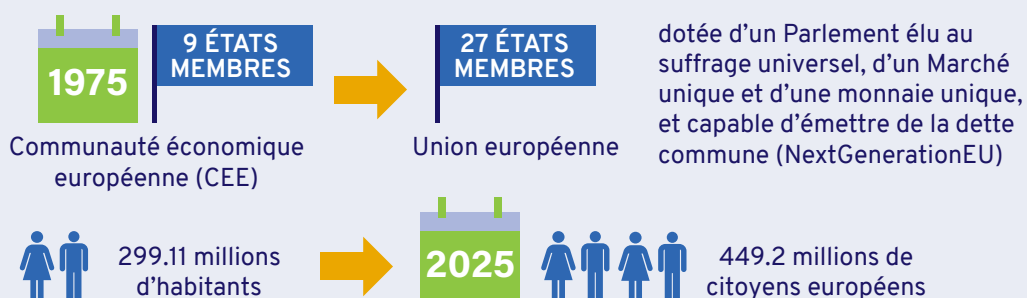


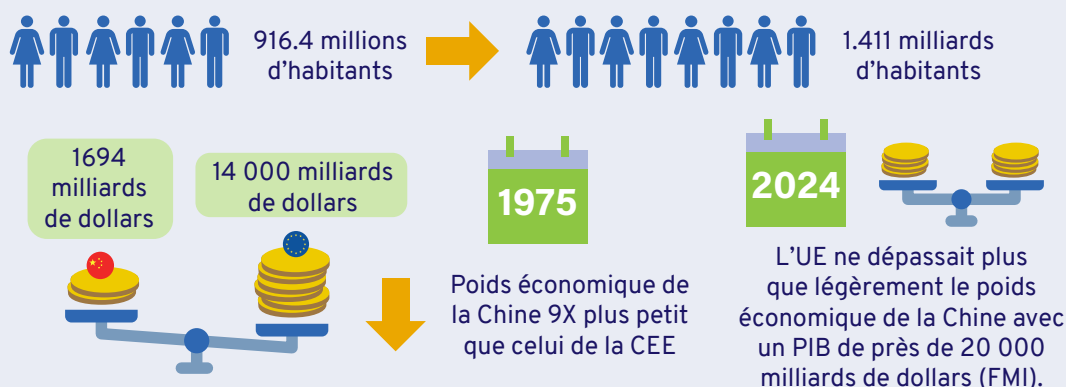
En 50 ans, l'Europe et la Chine ont beaucoup changé



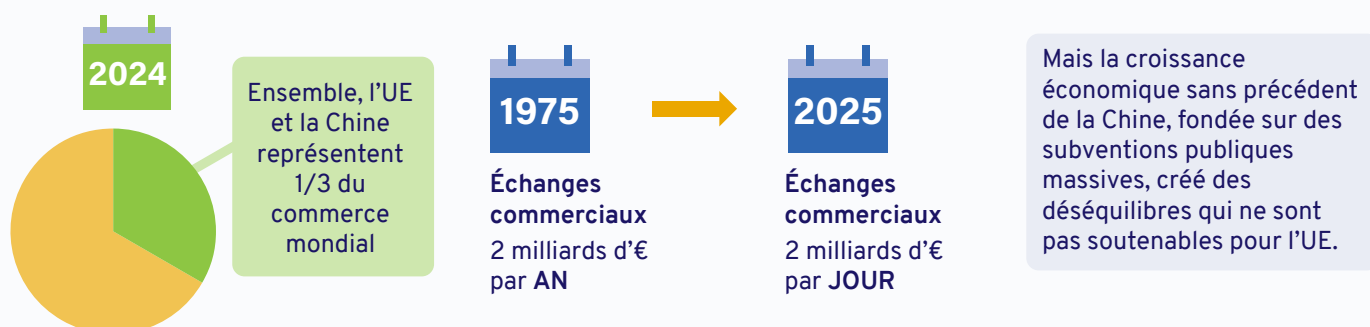
Une Europe approfondie et élargie



Une croissance économique sans précédent



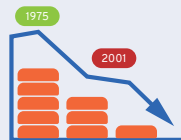
1 L'évolution de l'UE et la Chine en 50 ans





Pour les services, la balance commerciale est restée positive pour l'UE

15,7 milliards d'euros



Mais la balance commerciale pour les biens qui était positive en 1975 pour l'UE s'est transformée en déficit commercial croissant à partir de 2001.

2001

39,6 milliards d'euros

2010

168 milliards d'euros

2024

jusqu'à 304,5 milliards d'euros

● 2001 ● 2024

6-8%

12-13%

Part de l'UE dans les exportations totale de biens chinois

8-10%

10-12%

Part de l'UE dans les importations totale de biens chinois

8,3%

19,8%

Part de la Chine dans les exportations européennes totales de biens

7%

21,3%

Part de la Chine dans les importations européennes totales de biens

Échanges commerciaux en 2024

● Biens ● Services

Importations européennes

519 Mds €

45,5 Mds €

Exportations européennes

213, 2 Mds €

67,3 Mds €

Source : Eurostat



2011

China Railway Express

1^{er} train reliant

Duisbourg (Allemagne)

Chongqing (Chine)

Une Chine, puissance manufacturière et logistique devenue **"deux fois plus proche"** de l'Europe

la durée moyenne du fret :



30-40 jours par voie maritime



12-18 jours par voie ferroviaire en 2024

le nombre de trains circulant chaque année entre la Chine et l'UE



1702 en 2016

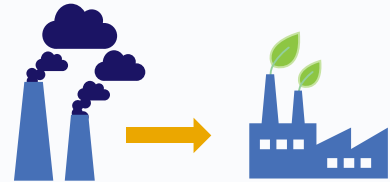


19 392 en 2024

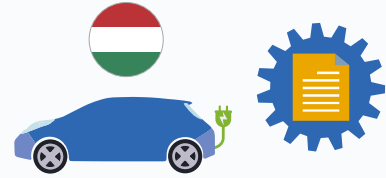
Le fret ferroviaire représentait 7% de la valeur des échanges commerciaux bilatéraux en 2023.

Investissement direct étrangers chinois dans l'UE : de l'acquisition à l'implantation

Jusqu'au pic de 2016 les investissements chinois dans l'UE visaient essentiellement les acquisitions (*brownfield*). Depuis, l'investissement dans les nouvelles implantations (*greenfield*) passe de 2 % en 2017 à 78 % de l'IDE chinois en 2023.

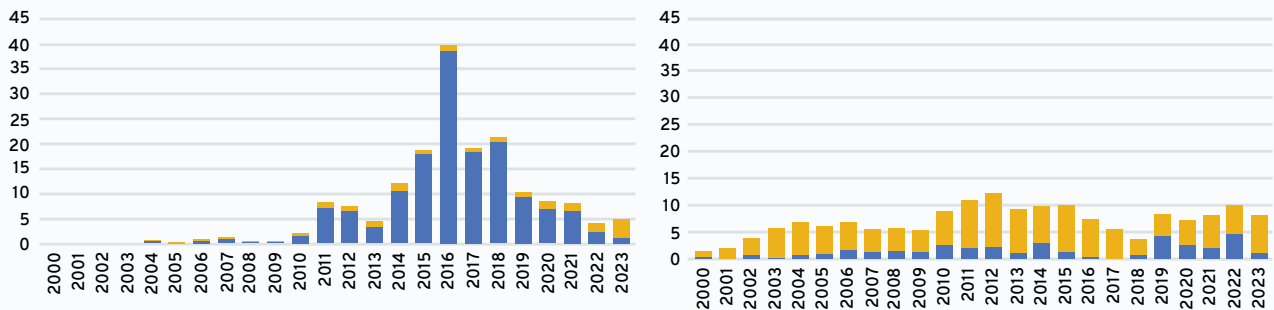


La hausse des investissements *greenfield* chinois (CATL, Tencent, BYD, AESC, Huayou Cobalt, ...) vise désormais à contourner les nouveaux droits de douane sur les véhicules électriques chinois et est fortement concentré en Hongrie (31 %, soit plus que le total combiné des IDE chinois en Allemagne, France et au Royaume-Uni).



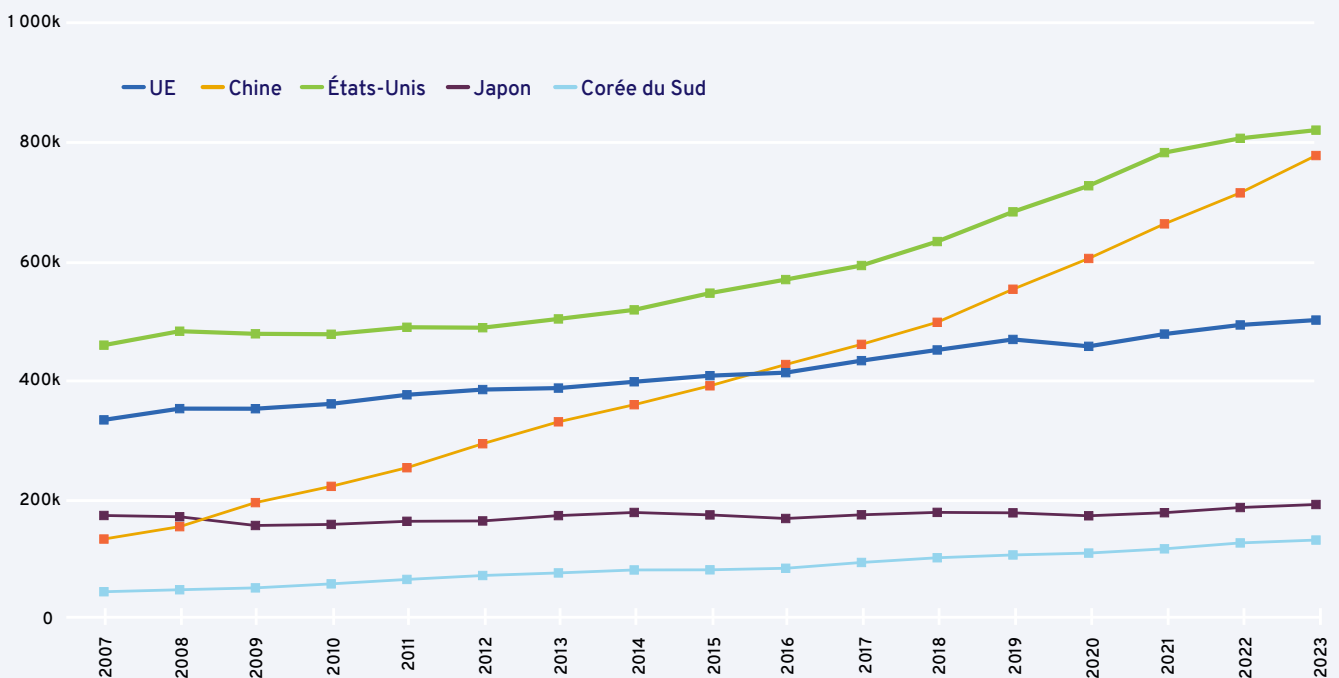
IDE Chinois dans l'UE (gauche) et UE en Chine (droite) en milliards d'euros

● Acquisitions ● Implantations



Du transfert de technologies (forcé) vers la Chine au leadership technologique chinois

Dépenses en R&D par pays, en millions de dollars PPA constants

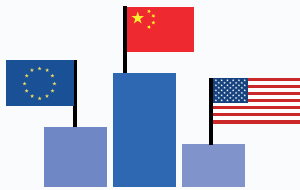


Source: OCDE, Principaux indicateurs de la science et de la technologie, mars 2025, <https://oe.cd/msti>



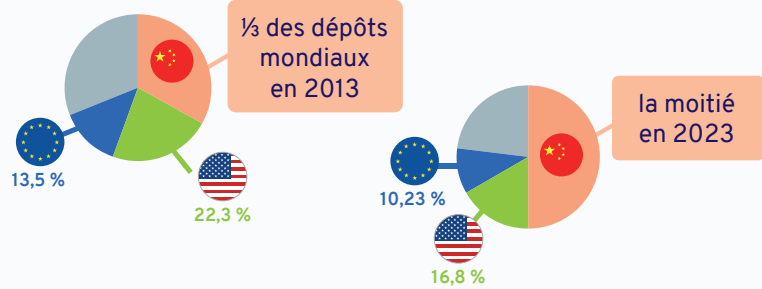
Chine : Première source de publications scientifiques

2019

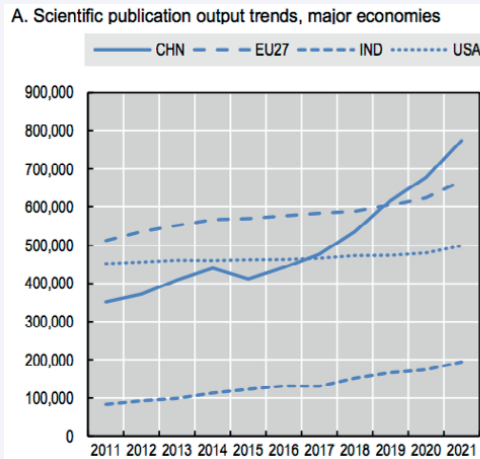


après avoir dépassé les États-Unis en 2017

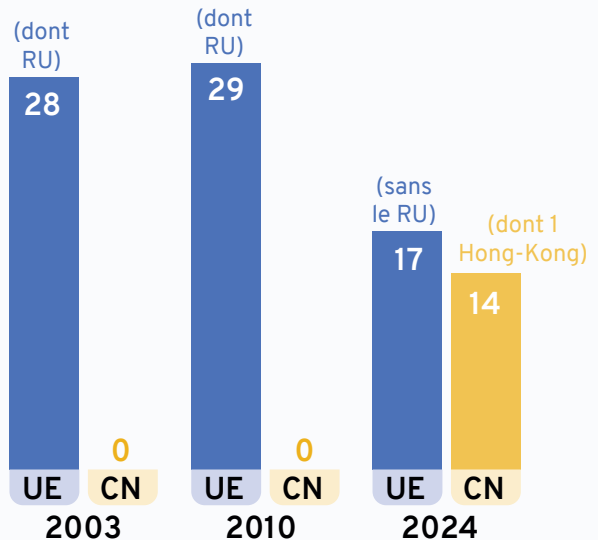
La Chine est très active dans les dépôts de brevet



Tendance en matière de publication scientifique, 2011



Classement des 100 meilleures universités mondiales (Shanghai Jiaotong):



2

La relation UE-Chine en 15 dates clés (1975-2025)

6 Mai 1975

Début des relations diplomatiques, avec la visite en Chine du Vice-Président de la Commission européenne, Christopher Soames

1983

Premier accord de coopération en matière de science et de technologie (renouvelé en 2004), établissant des liens entre universités et laboratoires.

Mai 1985

Signature de l'Accord de commerce et coopération économique, sous la présidence de Jacques Delors

2001

La Chine entre à l'OMC. Négociations bilatérales des engagements liés au principe de la Nation la Plus Favorisée

1998

1^{er} Sommet UE-Chine à Londres. La Commission européenne publie une Communication "Établir un partenariat global avec la Chine" (*Building a Comprehensive Partnership with China*)

Juin 1989

En réaction aux événements de la place Tiananmen du 4 juin 1989, la CEE gèle ses relations avec la Chine et impose des sanctions, dont l'embargo sur les armes encore en vigueur aujourd'hui.

2003

L'UE ne reconnaît pas la Chine comme une économie de marché pour l'application de ses règles anti-dumping. La Commission européenne définit les 5 critères techniques que la Chine devra remplir pour être reconnue comme "économie de marché", tandis que la Chine publie son premier Livre blanc sur l'UE (China's EU Policy Paper) dans lequel elle la reconnaît pour la première fois comme un acteur global et non comme une série de États membres.

6^e sommet UE-Chine : signature des accords sur

- une coopération dans le cadre du programme de navigation par satellite Galileo
- un dialogue sur la politique industrielle
- un dialogue sur la propriété intellectuelle

2004

- Accord de coopération douanière ;
- Adoption de "Lignes directrices pour une action commune" ;
- Déclaration conjointe sur la non-prolifération et le contrôle des armements
- Accord de coopération en R&D sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire

2014

2017

Début des négociations de l'Accord global sur les investissements.

L'UE modifie son règlement antidumping pour rester conforme aux principes de l'OMC sans accorder le statut d'économie de marché à la Chine.

2012

Élection de Xi Jinping. Création par la Chine du format "16+1" à Varsovie, rejoint par la Grèce en 2019 et quitté par la Lituanie en 2021, l'Estonie et la Lettonie en 2022

2006

Premières consultations UE-Chine dans le cadre du Partenariat sur le changement climatique.

2018

Les forces navales de l'UE et l'Armée populaire de libération (APL) ont mené pour la première fois un exercice militaire conjoint.

2019

"EU-China Strategic Outlook" de Jean-Claude Juncker qui présente la Chine comme "un partenaire, un concurrent et un rival systémique"

2020

Signature d'un accord de protection des indications géographiques et de l'Accord global sur les investissements.

2021

Sanctions réciproques liées à la condamnation par l'UE de la répression des Ouïghours.

2023

Ursula van der Leyen engage l'UE vers un objectif de réduction des risques liés aux dépendances excessives qui peuvent être utilisées à des fins de coercition économique (*de-risking*). Publication en juin de la Stratégie de sécurité économique de l'UE.

Un succès et un échec récents de la relation bilatérale



UN SUCCÈS : le dialogue sur la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique.

Cette coopération bilatérale a favorisé un engagement constructif de la Chine sur des objectifs nationaux et dans les accords internationaux.

2005

Partenariat UE-Chine sur le changement climatique (coopération bilatérale sur les politiques climatiques, sur la préparation des négociations internationales, amélioration de l'intensité énergétique, développement de technologies à faibles émissions et la réduction des coûts des technologies énergétiques clés)



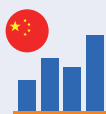
2015

La Chine crée un marché carbone inspiré du modèle européen.



2014

L'UE soutient la Chine dans la mise en place de son propre système d'échange de quotas d'émission (ETS).



2015

Engagement de la Chine sur un pic d'émissions CO₂ avant 2030 et 20% de la part des énergies non fossiles dans le mix énergétique d'ici 2030. Coopération étroite pour faire aboutir l'Accord de Paris.



2018

Discussion sur une coopération bilatérale en matière de finance verte.



2020

Lancement du dialogue de haut niveau sur l'environnement et le climat.



2021

Coordination bilatérale en amont de la COP26 à Glasgow.



Décembre 2022

Discussions bilatérales sur la réduction des émissions de méthane.



Juillet 2023

Dialogue sur le mécanisme européen d'ajustement carbone aux frontières (MACF) et sur l'économie bleue durable (protection des océans)



14 juillet 2025

Dialogue de haut-niveau sur le climat et l'environnement.



FOCUS SUR UN ÉCHEC : l'accord bilatéral sur les investissements



Le CAI (*Comprehensive Agreement on Investment*)

Le CAI était un projet ambitieux qui, après sa signature en 2020, n'a jamais été ratifié au Parlement européen en raison de controverses et d'oppositions politiques, notamment en raison des préoccupations liées aux droits de l'homme en Chine.





OBJECTIFS

-  Améliorer l'accès au marché pour les investisseurs européens en Chine
-  Établir des règles du jeu équitables (*level playing field*)
-  Faciliter les opérations des entreprises européennes
-  Promouvoir le développement durable
-  Remplacer 25 traités bilatéraux d'investissement par un traité avec l'UE

Raisons de la suspension de la ratification :

Malgré la signature de l'accord fin 2020 après 35 cycles de négociations, le CAI n'a pas été ratifié, en raison :

-  Sanctions européennes liées aux droits de l'homme et contre-sanctions chinois ciblant des parlementaires européens
-  Scepticisme du Parlement européen
-  Contexte géopolitique changeant (élection de Joe Biden et pressions des États-Unis pour faire échouer l'accord)
-  Absence de mécanisme de règlement des différends en matière de protection des investissements

3

À l'agenda du Sommet UE-Chine des 24-25 juillet 2025



Depuis le premier Sommet UE-Chine en 1998, l'objectif est de renforcer les échanges économiques, la coopération sur les enjeux mondiaux (climat, sécurité), et d'approfondir les liens dans des domaines comme la recherche, l'éducation et la technologie.

Bilan 2024



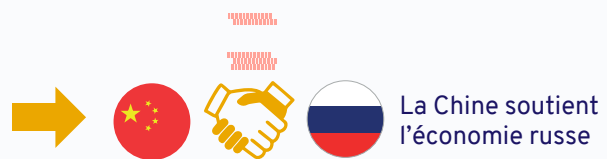
Le Sommet de 2024 a permis d'aboutir à des accords sur le climat et la transition énergétique, tout en soulignant les tensions sur les droits de l'homme et le développement des technologies émergentes (5G, IA).

2025 : Un difficile alignement ?

Le 25^e Sommet UE-Chine : à Pékin en Chine, 24-25 juillet dans un contexte géopolitique tendu.



Depuis l'invasion de l'Ukraine et l'application des sanctions économiques contre la Russie



Le commerce bilatéral



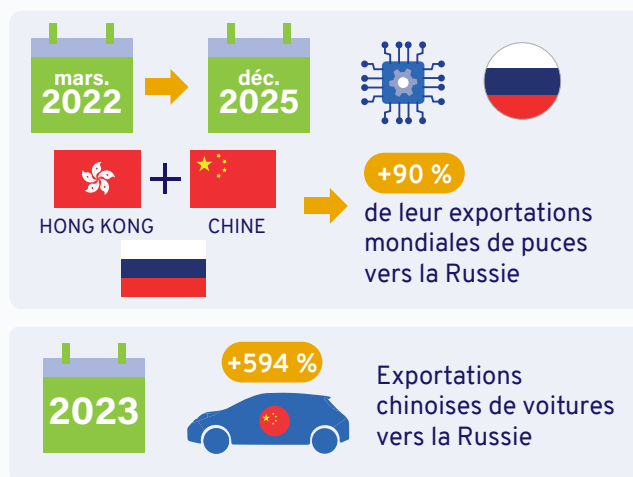
147 milliards de dollars



+29 %
190 milliards de dollars



+128 %
244,8 milliards de dollars

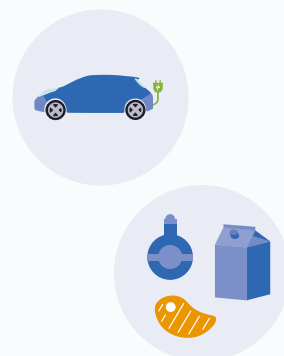


Des tensions croissantes

L'UE s'est dotée de nouveaux instruments de défense commerciale pour pouvoir lutter contre les distorsions de concurrence créées par le système chinois d'aide d'État et le risque de coercition économique. La Chambre de commerce de l'UE en Chine (EUCCC) observe aussi une augmentation des barrières d'accès au marché chinois (1.580 en 2024) et une dégradation des conditions pour les entreprises européennes implantées en Chine.



La hausse des droits de douane sur les importations de véhicules électriques chinois suscitée par l'enquête anti-subsidation de la Commission attisent les tensions et pousse la Chine à utiliser les instruments de défense commerciale comme levier politique vis-à-vis de l'UE (enquêtes anti-dumping sur le cognac et le porc, enquête anti-subsidation sur le lait).



Les relations bilatérales UE-Chine sont affectées par les mesures commerciales agressives de Donald Trump.



Les États-Unis de Donald Trump ne s'affichant plus comme un allié fiable, l'UE pourrait être incitée à se rapprocher de la Chine malgré les distorsions de concurrence que pratique la Chine.

Les négociations entre Pékin et Washington limitent les restrictions aux exportations (notamment de minerais critiques) et la hausse de droits de douane américains à 30% additionnels. Mais cela n'efface pas un risque de réorientation des exportations chinoises vers l'UE et de tensions croissantes entre Pékin et Bruxelles.



➔ Surcapacités et diversion flux commerciaux nombre de plaintes anti-dumping contre la Chine



LA CHINE SOUHAITE OBTENIR

- un abaissement des barrières tarifaires européennes sur les importations de véhicules électriques venant de Chine.
- la ratification de l'accord sur les investissements (CAI) qui permettrait de poser le cadre d'un investissement croisé.



→ que les investissements chinois dans l'UE ne se voient pas appliqués de conditionnalité concernant les transferts de technologies ou d'autres objectif

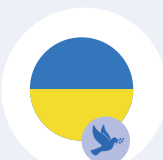


→ que dans le cadre de ses négociations bilatérales avec les États-Unis sur les droits de douanes, l'UE ne s'engage pas à s'aligner sur les mesures américaines de restrictions aux exportations vers la Chine de certaines technologies critiques.

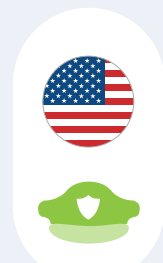


L'UNION EUROPÉENNE SOUHAITE QUE LA CHINE

- réduise son soutien à l'économie russe et que Xi Jinping fasse pression sur Vladimir Poutine pour parvenir à un accord de paix avec l'Ukraine.
- s'engage sur des principes de concurrence équitable alors que la Chambre de commerce de l'UE en Chine (EUCCC) notifie une augmentation des barrières d'accès au marché chinois (1.580 en 2024).
- ne mette pas en application la menace de mesures anti-subsidies sur les importations de produits laitiers et du porc européens et lève ses restrictions d'importations d'équipement médical européen.



→ réduise l'exportation de ses surcapacités vers l'Europe provoquée par la hausse des droits de douane américain ; notamment en renforçant le soutien à la consommation domestique.



→ s'engage à ne pas appliquer de restriction aux exportations de minerais critiques.

→ Se montre coopérative pour assurer des transferts de technologies vers les entreprises européennes.

